

acceptée par les délégations pour lesquelles une telle idée est nouvelle.

Il se pose de nombreuses autres difficultés, touchant notamment la situation du personnel du Secrétariat, mais l'Organisation fonctionne très bien compte tenu des complexités inhérentes à un Secrétariat multilingue et multiculturel qui s'efforce de répondre aux demandes souvent disparates émanant d'un Conseil de direction représentant 155 États. De grands efforts ont également été déployés pour bien mener les sessions de l'Assemblée générale. Si l'on ne peut garantir la pertinence ou l'acceptation générale des résultats, du moins peut-on épargner du temps. Une initiative canadienne a été à la source de diverses mesures de réforme procédurale que le très efficace président de l'Assemblée, l'ambassadeur Salim Salim de Tanzanie, a réussi à faire adopter dès le début de la session.

Malheureusement, malgré tous ces efforts, le président a eu besoin de plusieurs semaines pour résoudre le problème le plus fastidieux, à savoir l'incapacité de l'Assemblée, après plus de 150 scrutins, de régler l'impasse entre Cuba et la Colombie pour l'obtention de la majorité des deux tiers nécessaire à l'élection au Conseil de sécurité. La question a finalement été réglée en faveur d'un candidat de compromis, le Mexique. L'invasion soviétique de l'Afghanistan a suffisamment réduit le soutien dont jouissaient les Cubains pour les convaincre de retirer leur candidature afin de surmonter l'impasse.

Ainsi, la session s'est terminée dans un climat de controverse politique qui a jeté l'obscurité sur certaines réalisations plus concrètes obtenues après presque quatre mois de travail. Lorsque le climat se sera assaini, il reste à voir si les nouvelles tendances qui se dégagent favoriseront un meilleur rendement; c'est là du moins une possibilité.

L'Organisation des Nations Unies est une instance à laquelle ses membres s'intéressent à des degrés divers, selon la façon dont ils perçoivent sa capacité réelle à traiter de leurs problèmes. Un fort intérêt pour les Nations Unies pré suppose un fort intérêt pour l'état de la collectivité mondiale. De façon générale toutefois, les nations les plus puissantes considèrent qu'elles ont le moins besoin de l'ONU, organisme qui semble ne pas aller suffisamment dans le sens de leurs intérêts propres. L'évolution soutenue des modes de coopération sur les grandes questions pourrait changer cette situation. Dans tous les cas, les Canadiens devraient probablement s'intéresser davantage à ce que l'ONU émerge comme un instrument efficace de prise de décision collective.

A l'ONU, nous sommes efficaces, influents. Nous devrions utiliser cette influence pour promouvoir chaque fois que possible des actions collectives saines, surtout en appuyant l'Organisation et en portant attention aux vues exprimées. Lorsque l'action collective sur des problèmes communs est empêtrée dans la division ou biaisée par les slogans, nous devons poursuivre nos efforts. Étant donné toutes les possibilités bilatérales et autres qui leur sont ouvertes, les pays plus importants ne sont pas menacés aux Nations Unies. Toutefois, les gouvernements doivent pouvoir maintenir une concentration à plus long terme sur le genre de mesures collectives qui seront nécessaires d'ici les deux ou trois prochaines décennies; l'ONU est, sous une forme ou un autre, la seule instance universelle dont nous disposons à cette fin.